

Comptes annuels SSR

Introduction à la partie financière

Les chiffres-clés ci-après se rapportent aux comptes annuels de la maison mère.

Indicateurs

Mio. CHF	2015	2016	Evolution
Compte de résultat			
Produits d'exploitation	1 607,3	1 640,7	33,4
Charges d'exploitation	-1 711,1	-1 613,9	97,2
Résultat d'exploitation	-103,8	26,8	130,6
Résultat financier	13,8	-1,7	-15,5
Résultat annuel	-90,0	25,1	115,1
Bilan			
Liquidités	205,1	180,8	-24,3
Actifs immobilisés	728,5	685,4	-43,1
Fonds propres	394,1	419,2	25,1
Total du bilan	1 185,0	1 075,8	-109,2
Tableau de financement			
Investissements	105,6	93,9	-11,7
Free cashflow	-41,5	-24,3	17,2

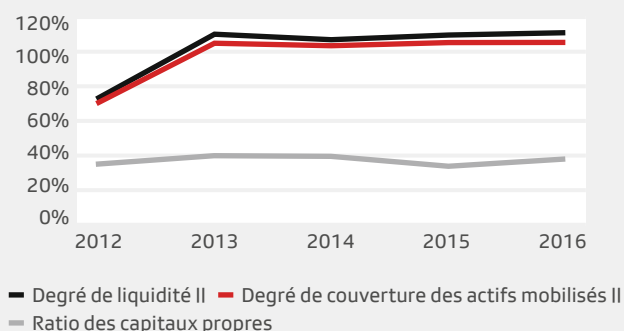
La SSR clôt l'exercice 2016 sur un bénéfice annuel de 25,1 millions de francs (2015: -90,0 mio.).

Chiffres-clés du bilan

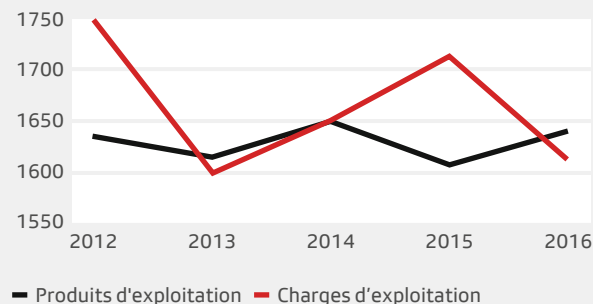
Maison mère	2015	2016	Evolution
Degré de liquidité II			
Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme	109,9 %	111,3 %	1,3 %
Degré de couverture des actifs immobilisés II			
Actifs immobilisés en % des capitaux propres et des capitaux étrangers à long terme	105,7 %	105,8 %	0,1 %
Ratio des capitaux propres			
Capitaux propres en % du total du bilan	33,3 %	39,0 %	5,7 %

Grâce au résultat d'entreprise positif de 25,1 millions de francs, le ratio des capitaux propres a progressé de 5,7 % pour s'établir à 39,0 %.

Evolution des chiffres-clés du bilan 2012 – 2016



Evolution des charges et des produits 2012–2016



Compte de résultat et bilan en comparaison pluriannuelle

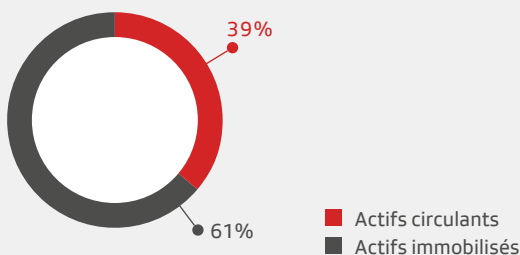
Mio. CHF	2012	2013	2014	2015	2016
Redevances radio-tv	1 188,0	1 203,2	1 210,4	1 195,5	1 217,9
Recettes commerciales	360,2	348,5	370,6	340,5	326,5
Autres recettes	86,4	63,8	70,1	71,3	96,3
Produits d'exploitation	1 634,6	1 615,5	1 651,1	1 607,3	1 640,7
Charges de personnel	814,0	673,9	685,5	791,4	666,6
Charges programme et production	604,4	592,9	628,9	609,5	600,6
Charges administratives et publicitaires générales	95,7	101,1	115,4	99,2	103,0
Amortissements et corrections de valeur	79,8	79,8	79,5	78,7	100,0
Autres charges d'exploitation	154,2	148,8	138,5	132,3	143,7
Charges d'exploitation	1 748,1	1 596,5	1 647,8	1 711,1	1 613,9
Résultat d'exploitation	-113,5	19,0	3,3	-103,8	26,8
Résultat financier	-3,9	1,1	1,5	13,8	-1,7
Résultat d'entreprise	-117,4	20,1	4,8	-90,0	25,1

Après la perte enregistrée en 2015, le compte de résultat 2016 affiche un bénéfice d'entreprise de 25,1 millions de francs.

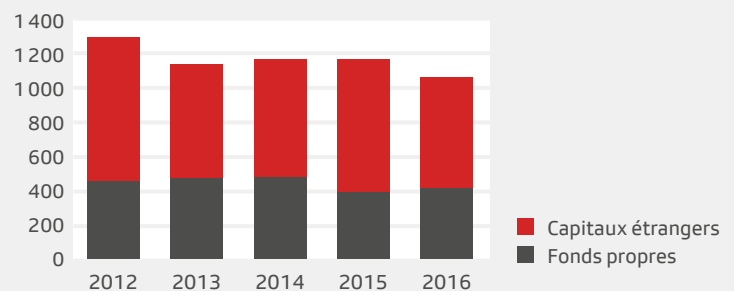
Mio. CHF	2012	2013	2014	2015	2016
Actifs circulants	576,8	415,5	428,6	456,5	390,4
Actifs immobilisés	739,0	735,2	750,5	728,5	685,4
Actifs	1 315,8	1 150,7	1 179,1	1 185,0	1 075,8
Capitaux étrangers à court terme	536,4	376,3	400,2	415,3	350,9
Capitaux étrangers à long terme	320,3	295,2	294,8	375,6	305,7
Fonds propres	459,1	479,2	484,1	394,1	419,2
Passifs	1 315,8	1 150,7	1 179,1	1 185,0	1 075,8

Le recul du total du bilan est essentiellement imputable à la diminution des capitaux étrangers (provisions à court et à long termes -84,7 millions de francs).

Fortune 2016



Evolution du bilan 2012-2016



Commentaire du compte de résultat

Comme prévu, la SSR a renoué avec les chiffres noirs en 2016. En 2015, des événements extraordinaires avaient été à l'origine d'un déficit (la baisse du taux d'intérêt technique de la Caisse de pension et l'arrêt du Tribunal fédéral sur la TVA ayant provoqué des coûts supplémentaires annuels de 35 millions de francs). La SSR avait ensuite lancé un programme d'économies, qui lui permet aujourd'hui d'afficher un résultat équilibré. L'année 2016 a également été excellente sur le plan éditorial, avec notamment le film «Gothard», l'ouverture du tunnel de base, les Jeux olympiques et l'Euro, qui ont attiré un grand public.

L'excédent 2016 s'élève à 25 millions de francs, dont 13 millions en raison de la reprise sur provisions pour la baisse du taux d'intérêt technique de la Caisse de pension, puisque cette mesure avait été prise plus tôt que prévu.

Depuis 2012, le secteur de la publicité subit une profonde mutation et les revenus en découlant sont sous pression. En 2016, ils ont baissé de 12,6 millions de francs par rapport à 2015 et de 30 millions de francs par rapport à 2014. En revanche, les recettes issues de la redevance ont augmenté de 12,8 millions de francs, en raison de la croissance de la population, auxquels viennent s'ajouter 9,6 millions de francs dus à un facteur exceptionnel ponctuel (dissolution d'une délimitation de l'année 2015).

En 2015, les provisions pour la baisse du taux d'intérêt technique de la Caisse de pension et les suppressions de postes avaient augmenté massivement les charges de personnel. En 2016, ces dernières ont reculé d'environ 124,7 millions de francs. A partir de 2017, le programme d'économies prévoit une baisse annuelle des charges de personnel de 15 millions de francs.

Le groupe SSR, c'est-à-dire la maison-mère et ses filiales, le tpc (production audiovisuelle), SwissTXT (technologie numérique) et les petites sociétés, affiche un excédent de 29 millions de francs.

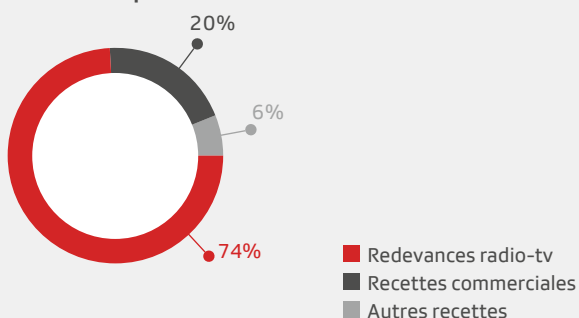
Des coopérations réussies

La SSR a renouvelé son accord avec la branche du film suisse (Pacte de l'audiovisuel) et augmenté ses investissements dans le domaine, qui passent à 27,5 millions de francs annuels. Début 2016, la SSR a formulé onze propositions de coopération avec les éditeurs. Aujourd'hui, vingt médias privés profitent d'une telle coopération, qui peut par exemple consister en la mise à disposition par la SSR de vidéos d'informations actuelles, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Agence télégraphique suisse.

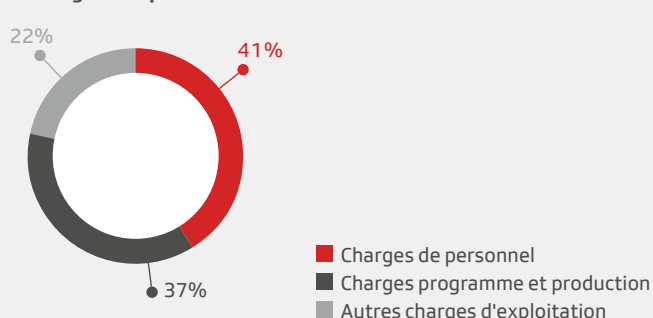
A l'heure où le monde des médias connaît un bouleversement sans précédent, la SSR a planifié soigneusement le changement de direction afin d'en garantir la stabilité. Le 1er mai 2017, Jean-Michel Cina prendra ses fonctions de président du Conseil d'administration et le 1er octobre, Gilles Marchand deviendra le nouveau directeur général.

2017 sera une année difficile. Les recettes de la SSR devraient diminuer avec la nouvelle loi sur la radio et la télévision (LRTV), qui réduit sa part de la redevance (alors que 34 diffuseurs régionaux recevront plus d'argent). Enfin, le contexte du marché publicitaire restera également tendu.

Produits d'exploitation 2016



Charges d'exploitation 2016



Redevances radio-tv

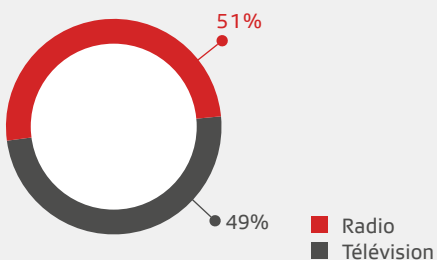
Personnes s'acquittant de la redevance (nombre)	2015	2016	Evolution
Radio	3 058 901	3 106 246	47 345
Réception à titre privé	2 944 911	2 989 707	44 796
Réception à titre professionnel	48 497	49 614	1 117
Réception à titre commercial	65 493	66 925	1 432
Télévision	3 002 095	3 026 203	24 108
Réception à titre privé	2 963 921	2 987 107	23 186
Réception à titre professionnel	10 455	10 957	502
Réception à titre commercial	27 719	28 139	420

Le nombre de personnes s'acquittant de la redevance a progressé de 1,2 % par rapport à l'exercice précédent. L'évolution la plus marquante concerne les ménages privés. La croissance relative est importante (2,7 %) et supérieure à celle du secteur commercial.

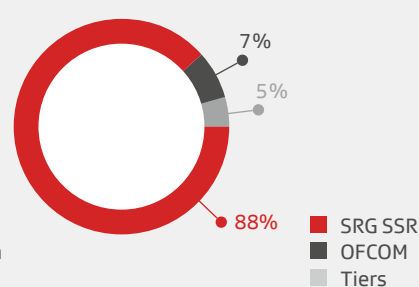
Recettes issues de la redevance (Mio. CHF)	2015	2016	Evolution
Radio	503,3	512,9	9,6
Réception à titre privé	478,4	487,5	9,1
Réception à titre professionnel	10,3	10,6	0,3
Réception à titre commercial	14,6	14,8	0,2
dont SSR	445,0	454,8	9,8
Télévision	853,5	865,3	11,9
Réception à titre privé	838,4	849,9	11,5
Réception à titre professionnel	3,8	4,0	0,2
Réception à titre commercial	11,3	11,5	0,2
dont SSR	750,5	763,2	12,7

En 2016, les redevances perçues par Billag ont augmenté de 21,5 millions de francs. Les recettes issues de la redevance perçues par la SSR ont, quant à elles, progressé de 22,5 millions de francs. Le fait que la quote-part de redevance SSR progresse davantage que les recettes issues de la redevance s'explique par des facteurs exceptionnels de l'exercice précédent qui influent sur les régularisations et sur l'encaissement anticipé de la redevance.

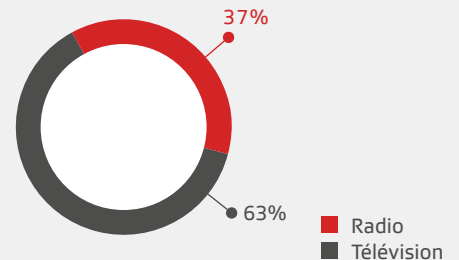
Nombre de personnes s'acquittant de la redevance 2016



Répartition de la redevance 2016



Nombre de personnes s'acquittant de la redevance 2016



Comptes annuels maison mère 2016

Compte de résultat CHF 1000	Annexe	2015	2016	Evolution
Redevances radio/tv	M1	1 195 519	1 217 935	22 416
Recettes commerciales	M2	340 502	326 506	-13 996
Autres recettes	M3	71 281	96 293	25 012
Produit d'exploitation		1 607 302	1 640 734	33 432
Charges de personnel	M4	791 365	666 638	-124 727
Charges programme et production	M5	609 494	600 616	-8 878
Charges administratives et publicitaires générales	M6	99 246	102 986	3 740
Amortissements et corrections de valeur	M7	78 675	100 035	21 360
Autres charges d'exploitation	M8	132 298	143 591	11 293
Charges d'exploitation		1 711 078	1 613 866	-97 212
Résultat d'exploitation		-103 776	26 868	130 644
Résultat financier	M9	13 769	-1 744	-15 513
Résultat annuel		-90 007	25 124	115 131

Bilan CHF 1000	Annexe	2015	2016	Evolution
Liquidités	M10	205 148	180 833	-24 315
Créances résultant de livraisons et de prestations	M11	74 220	65 036	-9 184
Autres créances	M12	2 182	6 712	4 530
Stock de programmes et marchandises	M13	125 851	119 746	-6 105
Comptes de régularisation actifs	M14	49 128	17 994	-31 134
Actifs circulants		456 529	390 321	-66 208
Immobilisations corporelles	M15	630 246	591 337	-38 909
Immobilisations financières	M16	91 799	87 699	-4 100
Immobilisations incorporelles	M17	6 451	6 408	-43
Actifs immobilisés		728 496	685 444	-43 052
Actifs		1 185 025	1 075 765	-109 260
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M18	72 531	55 506	-17 025
Encaissement anticipé de la redevance	M19	203 259	192 859	-10 400
Autres dettes	M20	32 847	19 408	-13 439
Provisions à court terme	M21	33 651	18 800	-14 851
Comptes de régularisation passifs	M22	73 047	64 255	-8 792
Capitaux étrangers à court terme		415 335	350 828	-64 507
Dettes financières à long terme	M23	250 000	250 000	-
Provisions à long terme	M24	125 614	55 737	-69 877
Capitaux étrangers à long terme		375 614	305 737	-69 877
Réserve de base		480 000	480 000	-
Bénéfices/pertes cumulés		4 083	-85 924	-90 007
Résultat annuel		-90 007	25 124	115 131
Capitaux propres		394 076	419 200	25 124
Passifs		1 185 025	1 075 765	-109 260

Tableau de financement
CHF 1000

	Annexe	2015	2016	Evolution
Résultat annuel		-90 007	25 124	115 131
Amortissements	M7	76 947	73 073	-3 874
Corrections de valeur	M7	1 727	26 962	25 235
Variation provisions sans incidence sur le fonds	M21/M24	106 729	-84 728	-191 457
Autres charges sans incidence sur le fonds		434	1 985	1 551
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		37	-	-37
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-74	-24 032	-23 958
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	M11	-44 602	9 184	53 786
Variation stock de programmes et marchandises	M13	-3 215	6 105	9 320
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	M12/M14	-21 672	26 604	48 276
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	M18	-2 357	-17 025	-14 668
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	M19/M20/22	10 540	-32 631	-43 171
Flux de fonds liés à l'exploitation		34 487	10 621	-23 866
Achat d'immobilisations corporelles	M15	-103 949	-91 912	12 037
Vente d'immobilisations corporelles		13 095	55 010	41 915
Vente de placements financiers		16 547	-	-16 547
Prêt accordé	M16	-100	-	100
Remboursement d'un prêt	M16	-	4 000	4 000
Achat d'immobilisations incorporelles	M17	-1 608	-2 034	-426
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-76 015	-34 936	41 079
Free cashflow		-41 528	-24 315	17 213
Opérations de financement	M23	-	-	-
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-	-
Variation des fonds		-41 528	-24 315	17 213
Liquidités au 1 ^{er} janvier	M10	246 676	205 148	
Liquidités au 31 décembre	M10	205 148	180 833	
Variation des fonds		-41 528	-24 315	

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Rés. prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Total
Solde au 1^{er} janvier 2015	480 000	4 083	484 083
Résultat annuel	-	-90 007	-90 007
Solde au 31 décembre 2015	480 000	-85 924	394 076
Résultat annuel	-	25 124	25 124
Solde au 31 décembre 2016	480 000	-60 800	419 200

Principes régissant l'établissement des comptes

Frais généraux

Les comptes annuels de la maison mère (boucllement individuel) de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC et au code des obligations (CO). Il est renoncé à des comptes séparés de droit commercial («dual reporting»). Les comptes annuels offrent une image de l'état de la fortune, des finances et des revenus conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2016:

Sociétés du groupe	2015	2016
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions 10,0 Mio. CHF Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions 1,0 Mio. CHF Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions 1,0 Mio. CHF Participations dans le domaine de la radiofusion	100%	100%

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes de la maison mère pour l'année 2016 (M 27).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute augmentation de valeur résultant de la disparition (partielle) des causes de la revalorisation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats. Le goodwill, qui ne peut être imputé, constitue cependant une exception.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le Web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programme sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programme activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programme qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programme radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de construction, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

– Bâtiments	de 10 à 50 ans
– Moyens de production et Informatique	de 3 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance».

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes du groupe.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication.

Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par Admeira Broadcast AG (anc. Publisuisse SA). Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le produit publicitaire est comptabilisé sous forme de montant net. En d'autres termes, les commissions et les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat sont directement déduits du produit publicitaire brut.

Les produits commerciaux restants et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Annexe

Explications

M1 Redevance radio/tv

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Redevance télévision	750 542	763 164	12 622
Redevance radio	444 977	454 771	9 794
Total	1 195 519	1 217 935	22 416

Les **redevances radio/tv** enregistrent une hausse de 22,4 millions de francs (2015: -14,9 millions) durant l'exercice sous revue. 12,8 millions de francs sont imputables à l'augmentation du nombre de personnes payant la redevance. La hausse restante s'explique principalement par un facteur exceptionnel ponctuel sur l'exercice précédent suite à l'arrêt du Tribunal fédéral relatif à la TVA sur la redevance.

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Publicité	243 073	230 520	-12 553
Sponsoring	54 758	52 734	-2 024
Programme	42 671	43 252	581
Total	340 502	326 506	-13 996

La vigueur persistante du franc suisse et le transfert des dépenses publicitaires vers les médias numériques se sont également fait ressentir en 2016. Par rapport à l'exercice précédent, le **produit publicitaire** a par conséquent baissé de 12,6 millions de francs (2015: -16,7 millions) et le **produit du sponsoring** de 2,0 millions de francs (2015: -2,0 millions).

M3 Autres recettes

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Contributions	21 933	24 108	2 175
Prestations de services	35 528	22 218	-13 310
Autres produits d'exploitation	13 820	49 967	36 147
Total	71 281	96 293	25 012

Les **contributions** comprises dans les autres produits, et essentiellement composées de subventions fédérales aux programmes et des émissions du mandat de l'étranger, enregistrent une progression de 2,2 millions de francs (2015: -1,4 million). Cette hausse est due à la dissolution d'une provision devenue inutile. La baisse de 13,3 millions de francs (2015: -1,4 million) du **produit des prestations de services** découle principalement de la reclassification des revenus locatifs à hauteur de 11,1 millions de francs dans les autres produits d'exploitation. Le reste de la baisse s'explique par la suppression de divers mandats de tiers. Les **autres produits d'exploitation** enregistrent une progression de 36,1 millions de francs (2015: +3,9 millions) essentiellement imputable à deux facteurs: la reclassification des produits locatifs s'élevant à 11,1 millions de francs (comptabilisés dans le produit des prestations de services lors de l'exercice précédent) et la hausse des produits locatifs de 1,2 million de francs, ainsi que les gains réalisés sur la vente d'un bien immobilier à Lausanne.

M 4 Charges de personnel

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Salaires	541 178	535 117	-6 061
Indemnités	19 771	20 080	309
Prestations sociales	181 549	101 770	-79 779
Autres charges de personnel	48 867	9 671	-39 196
Total	791 365	666 638	-124 727

Par rapport à l'exercice précédent, les **salaires** enregistrent une baisse de 6,1 millions de francs (2015: +1,7 million). Elle provient principalement des suppressions de postes dans le cadre des mesures de restructuration prises en 2015. La baisse des **prestations sociales** de 79,8 millions de francs (2015: +72,0 millions) et la diminution des **autres charges de personnel** de 39,2 millions (2015: +32,4 millions) s'expliquent essentiellement par les provisions constituées en 2015 en vue de l'abaissement du taux technique et de la restructuration prévue.

M 5 Charges programme et production

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Indemnités artistes et auteurs	29 861	28 690	-1 171
Droits d'auteur	111 655	120 474	8 819
Productions de tiers et commandes	353 190	350 177	-3 013
Charges de liaisons et de lignes	103 329	87 587	-15 742
Charges diverses programme et production	8 669	9 008	339
Variation des stocks de programmes	2 790	4 680	1 890
Total	609 494	600 616	-8 878

Les **indemnités artistes et auteurs** diminuent de 1,2 million de francs (2015: -1,0 million). Les **droits d'auteur** progressent de 8,8 millions de francs (2015: -4,6 millions). Cela est dû principalement aux acquisitions de droits supplémentaires pour les grands événements sportifs de l'année 2016 et à la hausse des droits d'auteur nationaux. Malgré les grands événements sportifs et les coûts supplémentaires de 5,1 millions de francs qui en découlent, les **productions de tiers et commandes** ont pu être réduites de 3,0 millions de francs (2015: -16,0 millions) dans le cadre de nouvelles mesures d'optimisation des coûts. Des frais globalement réduits, la désactivation des segments satellite spatiaux devenus inutiles et la suppression d'un réseau DAB et de fréquences OUC ont largement délesté les **charges de liaisons et de lignes**. Il en résulte une baisse totale de 15,7 millions de francs (2015: -1,7 million) par rapport à l'exercice précédent.

M 6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Charges administratives	30 751	31 637	886
Publicité	22 688	22 476	-212
Communication, logistique et frais	45 807	48 873	3 066
Total	99 246	102 986	3 740

Les grands événements sportifs s'accompagnant toujours d'une intensification des déplacements, le poste **communication, logistique et frais** progresse logiquement de 1,7 million de francs. La hausse des charges et taxes dues aux pouvoirs publics a également contribué à cette augmentation. Le poste enregistre au total une hausse de 3,1 millions de francs (2015: -7,1 millions).

M7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	72 099	69 576	-2 523
Dépréciations immobilisations corporelles	1 747	26 862	25 115
Immobilisations corporelles	73 846	96 438	22 592
Dépréciations immobilisations financières	-20	100	120
Immobilisations financières	-20	100	120
Amortissements prévus valeurs incorporelles	4 849	3 497	-1 352
Valeurs incorporelles	4 849	3 497	-1 352
Total	78 675	100 035	21 360

L'écart total entre les amortissements et les corrections de valeur s'est creusé de 21,4 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2015: -0,8 million). Alors que les **amortissements prévus** ont diminué de 3,9 millions de francs, les **dépréciations de valeur** ont progressé de 25,2 millions pour atteindre 26,9 millions de francs au total. Ces dépréciations concernent l'immobilier et résultent essentiellement de la réévaluation des futures valeurs d'utilité en fonction de l'extension ou de la modification des possibilités d'utilisation. Elles ont été imputées au compte de résultat en conséquence.

M8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Entretien et remplacement	46 993	46 741	-252
Autres charges	85 305	96 850	11 545
Total	132 298	143 591	11 293

Les **autres charges** affichent une hausse de 11,5 millions de francs (2015: -3,5 millions) durant l'exercice sous revue. Cette augmentation est essentiellement due à un paiement unique non activable en lien avec un projet de construction prévu (8,0 millions de francs) et à la hausse des cotisations versées à des fonds et fondations.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Produits financiers	29 586	4 069	-25 517
Charges financières	-15 817	-5 813	10 004
Total	13 769	-1 744	-15 513

La baisse des **produits financiers** de 25,5 millions de francs (2015: +20,9 millions) est principalement due au revenu des participations extraordinaire enregistré en 2015. Les **charges financières** progressent de 10,0 millions de francs (2015: +8,6 millions), essentiellement en raison de la baisse de l'impact des couvertures des risques de change (euro et dollar US principalement).

M 10 Liquidités

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	205 142	180 824	-24 318
Fonds assimilés à des liquidités	6	9	3
Total	205 148	180 833	-24 315

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie de la maison mère.

M 11 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	17 177	11 842	-5 335
Sociétés du groupe	2 460	2 218	-242
Sociétés proches	55 193	51 577	-3 616
Corrections de valeur	-610	-601	9
Total	74 220	65 036	-9 184

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 9,2 millions de francs durant l'exercice sous revue (2015: +44,6 millions). Ce recul est principalement dû à une réception accélérée des paiements.

M 12 Autres créances à court terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	2 182	6 712	4 530
Total	2 182	6 712	4 530

La hausse de 4,5 millions de francs des **autres créances** (2015: -1,3 million) s'explique en premier lieu par une augmentation de l'impôt anticipé (+5,0 millions).

M 13 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Paiements anticipés de programmes	17 996	16 448	-1 548
Productions maison	51 393	47 256	-4 137
Productions de tiers	56 452	55 909	-543
Corrections de valeur	-434	-401	33
Stocks de programmes	107 411	102 764	-4 647
Stocks de marchandises	444	534	90
Total	125 851	119 746	-6 105

Les **paiements anticipés** ont reculé de 1,5 million de francs (2015: +5,9 millions), en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions télévisées et vidéo non encore diffusées sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La baisse s'élève à 4,6 millions de francs (2015: -2,7 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	26 153	17 033	-9 120
Sociétés du groupe	60	796	736
Sociétés proches	22 915	165	-22 750
Total	49 128	17 994	-31 134

Les **comptes de régulation actifs** reculent de 31,1 millions de francs (2015: +22,9 millions). Le recul observé chez les tiers est réparti sur différents postes (les droits sportifs -4,0 millions, les loyers -1,1 million, les associations -1,3 million) tandis que l'évolution enregistrée par les sociétés proches est imputable à la suppression de la régularisation des produits de participation.

M 15 Immobilisations corporelles	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
CHF 1000					
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	403 811	142 501	96 974	3 386	646 672
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2015	951 740	506 317	96 974	25 380	1 580 411
Entrées	12 026	19 907	70 976	1 345	104 254
Sorties	-	-51 093	-44 982	-1 700	-97 775
Reclassifications	17 292	8 308	-26 997	334	-1 063
Solde au 31.12.2015	981 058	483 439	95 971	25 359	1 585 827
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2015	-547 929	-363 816	-	-21 994	-933 739
Amortissements prévus	-28 463	-41 975	-	-1 661	-72 099
Dépréciations	-1 511	-236	-	-	-1 747
Sorties	-1 510	50 093	-	3 421	52 004
Solde au 31.12.2015	-577 902	-355 698	-	-21 981	-955 581
Valeurs comptables nettes 31.12.2015	403 156	127 741	95 971	3 378	630 246
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016	981 058	483 439	95 971	25 359	1 585 827
Entrées	33 681	17 567	38 864	1 895	92 007
Sorties	-66 849	-56 922	-	-3 249	-127 020
Reclassifications	54 496	7 875	-64 594	804	-1 419
Solde au 31.12.2016	1 002 386	451 959	70 241	24 809	1 549 395
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016	-577 902	-355 698	-	-21 981	-955 581
Amortissements prévus	-27 956	-40 068	-	-1 552	-69 576
Dépréciations	-25 834	-1 028	-	-	-26 862
Sorties	35 849	54 957	-	3 155	93 961
Solde au 31.12.2016	-595 843	-341 837	-	-20 378	-958 058
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	406 543	110 122	70 241	4 431	591 337

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 0,9 million de francs (2015: 0,9 million). La part de **terrains** non bâtis se monte à 10,7 millions de francs (2015: 10,7 millions). Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M 17).

M 16 Immobilisations financières CHF 1000	Participations	Prêts	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	37 170	58 056	95 226
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2015	37 525	58 056	95 581
Entrées	7 011	100	7 111
Sorties	-7 012	-3 547	-10 559
Reclassifications	-	-	-
Solde au 31.12.2015	37 524	54 609	92 133
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2015	-355	-	-355
Amortissements prévus	-	-	-
Dépréciations	21	-	21
Sorties	-	-	-
Solde au 31.12.2015	-334	-	-334
Valeurs comptables nettes au 31.12.2015	37 190	54 609	91 799
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2016	37 524	54 609	92 133
Entrées	-	-	-
Sorties	-	-3 999	-3 999
Reclassifications	-	-	-
Sold au 31.12.2016	37 524	50 610	88 134
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2016	-334	-	-334
Amortissements prévus	-1	-100	-101
Dépréciations	-	-	-
Sorties	-335	-100	-435
Solde au 31.12.2016	37 189	50 510	87 699

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Prêts aux tiers	110	10	-100
Prêts aux sociétés du groupe	54 499	50 500	-3 999
Prêts	54 609	50 510	-4 099
Sociétés du groupe (participation supérieure à 50 %)	28 871	28 871	-
Sociétés à participations (participation entre 20 % et 49 %)	7 754	7 754	-
Autres participations (participation inférieure à 20 %)	565	564	-1
Participations	37 190	37 189	-1
Total	91 799	87 699	-4 100

La baisse des **prêts** de 4,0 millions de francs s'explique par un remboursement. L'aperçu des participations figure au point G 37 de l'annexe des comptes du groupe 2016.

M 17 Immobilisations incorporelles
CHF 1000

	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	8 629	8 629
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2015	33 656	33 656
Entrées	1 608	1 608
Sorties	-903	-903
Reclassifications	1 063	1 063
Solde au 31.12.2015	35 424	35 424
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2015	-25 027	-25 027
Amortissements prévus	-4 849	-4 849
Dépréciations	-	-
Sorties	903	903
Solde au 31.12.2015	-28 973	-28 973
Valeurs comptables nettes au 31.12.2015	6 451	6 451
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2016	35 424	35 424
Entrées	2 034	2 034
Sorties	-722	-722
Reclassifications	1 419	1 419
Solde au 31.12.2016	38 155	38 155
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2016	-28 973	-28 973
Amortissements prévus	-3 497	-3 497
Dépréciations	-	-
Sorties	723	723
Solde au 31.12.2016	-31 747	-31 747
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	6 408	6 408

M18 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	58 687	41 768	-16 919
Sociétés du groupe	8 836	9 783	947
Sociétés proches	5 008	3 955	-1 053
Total	72 531	55 506	-17 025

Les engagements découlant de livraisons et de prestations ont baissé de 17,0 millions de francs (2015: -2,4 millions). Cela vient du fait que des engagements en cours ont été réglés avant échéance du délai de paiement afin d'éviter les intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

M19 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	203 259	192 859	-10 400
Total	203 259	192 859	-10 400

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les paiements anticipés affichent une baisse de 10,4 millions de francs (2015: +16,1 millions).

M20 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	32 847	19 408	-13 439
Total	32 847	19 408	-13 439

Les autres dettes sont en baisse de 13,4 millions de francs (2015: -33,5 millions), essentiellement en raison du paiement anticipé des prestations sociales pour un montant de 12,5 millions de francs afin d'éviter des intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

M21 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 2015	70	1 561	6 127	7 758
Constitution	1 899	21 679	7 257	30 835
Utilisation	-599	-442	-4 526	-5 567
Dissolution	-	-652	-1 101	-1 753
Reclassification	2 273	-	105	2 378
Valeur comptable 2015	3 643	22 146	7 862	33 651
Constitution	215	2 697	5 011	7 923
Utilisation	-2 904	-16 790	-4 080	-23 774
Dissolution	-56	-3 246	-1 128	-4 430
Reclassification	2 054	1 571	1 805	5 430
Valeur comptable 2016	2 952	6 378	9 470	18 800

Les provisions figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 3,0 millions de francs (2015: 3,6 millions). Elles se composent principalement de 2,0 millions de francs pour les primes de fidélité et de 0,9 million de francs pour des paiements compensatoires à des collaborateurs. Les **provisions de restructuration** s'établissent à 6,4 millions de francs (2015: 22,1 millions) et sont destinées à des plans sociaux. Les **autres provisions** se répartissent sur plusieurs petits postes. Les provisions pour les litiges juridiques s'élèvent à 0,8 million de francs (2015: 1,0 million).

M22 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	70 791	61 648	-9 143
Sociétés du groupe	2 231	2 337	106
Sociétés proches	25	270	245
Total	73 047	64 255	-8 792

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation passifs** affichent une baisse de 8,8 millions de francs (2015: +9,0 millions), principalement en raison de la régularisation inférieure des recettes de la redevance (-8,0 millions) et des droits sportifs (-1,1 million).

M23 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000	-
Total	250 000	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 250,0 millions de francs auprès de Postfinance arrivera à échéance à fin septembre 2023.

M24 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 2015	38 218	2 400	4 160	44 778
Constitution	73 404	9 081	4 907	87 392
Utilisation	-3 660	-	-262	-3 922
Dissolution	-	-100	-156	-256
Reclassification	-2 273	-	-105	-2 378
Valeur comptable 2015	105 689	11 381	8 544	125 614
Constitution	5 320	1 347	2 239	8 906
Utilisation	-54 152	-3 912	-200	-58 264
Dissolution	-13 897	-724	-468	-15 089
Reclassification	-2 054	-1 571	-1 805	-5 430
Valeur comptable 2016	40 906	6 521	8 310	55 737

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent, outre les soldes temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 33,8 millions de francs (2015: 35,7 millions), également la prise en charge garantie des coûts de financement du capital de couverture qui manquerait aux bénéficiaires de rente de la Caisse de pension. La provision s'élève actuellement à 7,0 millions de francs (2015: 70,0 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2016). Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 6,5 millions de francs (2015: 11,4 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 3,2 millions de francs (2015: 2,5 millions) et de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiments loués à hauteur de 3,1 millions de francs (2015: 2,3 millions).

Autres indications

M 25 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 82,5 millions de francs (2015: 110,0 millions) pour les années 2017 à 2019. La Business Unit Sport a signé des contrats d'une valeur totale de 114,2 millions de francs (2015: 48,6 millions) pour de futurs événements sportifs. Les autres contrats de programmes se montent à 24,6 millions de francs (2015: 28,9 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour plus de 180,6 millions de francs (2015: 152,1 millions). 12,9 millions de francs arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 44,7 millions dans deux à cinq ans et 123,0 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires sont estimés à 394,1 millions de francs (2015: 178,9 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 9,9 millions de francs (2015: 14,3 millions) et un cautionnement en faveur d'une filiale atteint 0,2 million de francs. Les litiges juridiques en cours, qui ne figurent pas au bilan, se chiffrent à 15,9 millions de francs (2015: 1,8 million).

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension de la SSR (CPS) apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables prévues au plus tard d'ici le 31 décembre 2018, pour le cas où la Caisse de pension aurait besoin d'être assainie. Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 1,5 million de francs (2015: 1,8 million).

M26 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
			Positives	Négatives
Opérations de change à option ouvertes 2015				
Achat	EUR	59 560	248	277
Achat	USD	11 906	332	-
Total achat		71 466	579	277
Vente	EUR	7 580	53	-
Total vente		7 580	53	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2015		79 046	632	277
Opérations de change à option ouvertes 2016				
Achat	EUR	57 913	323	213
Achat	USD	11 462	768	-
Total achat		69 375	1 091	213
Total des opérations de change à option au 31.12.2016		69 375	1 091	213

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 27 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2016, le cercle des personnes assurées se composait de 5680 assurés actifs (2015: 5802) et de 1910 bénéficiaires de prestations (2015: 1856).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

La maison mère n'a aucune réserve de cotisations de l'employeur.

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.16	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
		31.12.16	31.12.15			2016	2015
Prévoyance cadres SSR maison mère	1 342	-	-	-	4 455	4 455	4 518
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	1 342	-	-	-	4 455	4 455	4 518
SSR maison mère *	-	-	-	-	59 067	59 067	55 260
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	59 067	59 067	55 260
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de pré- voyance	1 342	-	-	-	63 522	63 522	59 778

*La constitution d'une réserve de 70,0 millions de francs en 2015 et la dissolution partielle d'une réserve de 13,0 millions de francs en lien avec le financement de l'institution de prévoyance ne figurent pas dans les charges de prévoyance ci-dessus.

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2015. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2016, le taux de couverture de la CPS atteignait 102,5 % (2015: 105,4 %).

En 2014, la CPS est passée du système de primauté des prestations à celui de primauté des cotisations. Dans ce cadre, la SSR s'est déclarée prête à assumer le financement du capital de couverture qui manquerait aux bénéficiaires de rente si le taux technique devait être abaissé jusqu'au seuil minimum de 2,75 % dans les cinq ans suivant le changement de primauté. En 2015, le Conseil d'administration de la SSR a décidé de constituer une réserve de plus de 70 millions de francs, l'abaissement de ce taux devenant inéluctable. Le taux est ainsi passé de 3,25 % à 2,75 % au 1^{er} janvier 2017. Au 1^{er} janvier 2020, ce taux sera une nouvelle fois abaissé à 2,25 %.

M 28 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,7 million de francs au 31 décembre 2016 (2015: 0,4 million).

H 29 Honoraires de l'organe de révision

Pour ses prestations de révision ordinaire, il a été convenu de rémunérer l'organe de révision à hauteur de CHF 0,3 million de francs (2015: 0,4 million).

H 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante de l'instrument de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2016, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché des capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, projets et systèmes ainsi que sécurité informatique. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

H 31 Transactions avec des sociétés liées

Principalement issues de la vente de publicité et de sponsoring, les recettes réalisées avec des sociétés partenaires ont atteint 273,0 millions de francs en 2016 (2015: 5,1 millions). Cette croissance s'explique par la nouvelle participation dans Admeira SA.

Les dépenses s'élèvent à 37 millions de francs (2015: 35,3 millions) et se répartissent comme suit: 18,3 millions de francs de droits cinématographiques (2015: 17,2 millions), 4,1 millions de francs pour la commercialisation de publicité, 8,8 millions de francs de contributions d'exploitation (2015: 12,3 millions) et 5,8 millions de francs pour des fondations d'archives cinématographiques (2015: 5,8 millions).

La Caisse de pension CPS n'a pas facturé des coûts de location et de gestion pour un montant de 1,4 million de francs (2015: 1,4 million) pour économiser des frais administratifs disproportionnés qui auraient en outre été refacturés à la SSR.

Les soldes de créances et de dettes y relatifs sont présentés séparément dans le présent rapport.

H 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 5 avril 2017, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 5 avril 2017, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2016 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 28 avril 2017 d'approuver les comptes de la maison mère 2016.

L'exercice 2016 de la SSR se solde par un bénéfice de 25,1 millions de francs. Nous proposons de compenser d'autant le report de pertes.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Viktor Baumeler



Le directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 122 - 141) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Autres points

Les comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été audités par un autre organe de révision qui a exprimé dans son rapport en date du 6 avril 2016 une opinion non modifiée sur ces comptes annuels.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

BDO SA

Martin Nay
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Matthias Hildebrandt
Expert-réviseur agréé

Berne, le 5 avril 2017

Comptes du groupe 2016

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2015	2016	Evolution
Redevance radio/tv	G1	1 195 519	1 217 935	22 416
Recettes commerciales	G2	378 221	326 575	-51 646
Autres recettes	G3	56 219	90 141	33 922
Produit d'exploitation		1 629 959	1 634 651	4 692
Charges de personnel	G4	925 694	767 706	-157 988
Charges programme et production	G5	482 942	469 935	-13 007
Charges administratives et publicitaires générales	G6	104 140	112 914	8 774
Amortissements et corrections de valeur	G7	102 033	120 686	18 653
Autres charges d'exploitation	G8	121 629	133 103	11 474
Charges d'exploitation		1 736 438	1 604 344	-132 094
Résultat d'exploitation		-106 479	30 307	136 786
Résultat financier	G9	-13 179	-2 966	10 213
Impôts	G10	-1 434	-672	762
Part des entités associées au résultat		3 136	2 370	-766
Participations minoritaires		11	-4	-15
Résultat du groupe		-117 945	29 034	146 979

G = Comptes du groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2015	2016	Evolution
Liquidités	G11	232 984	203 576	-29 408
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G12	2 554	2 135	-419
Créances résultant de livraisons et de prestations	G13	74 066	64 822	-9 244
Autres créances	G14	2 947	6 255	3 308
Stock de programmes et marchandises	G15	127 220	121 327	-5 893
Comptes de régularisation actifs	G16	50 786	19 165	-31 621
Actifs circulants		490 557	417 280	-73 277
Immobilisations corporelles	G17	690 545	647 179	-43 366
Entités associées	G18	20 320	21 737	1 417
Immobilisations financières	G19	2 105	1 686	-419
Immobilisations incorporelles	G20	7 666	6 986	-680
Actifs immobilisés		720 636	677 588	-43 048
Actifs		1 211 193	1 094 868	-116 325
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G21	70 755	52 351	-18 404
Encaissement anticipé de la redevance	G22	203 259	192 859	-10 400
Autres dettes	G23	37 519	21 539	-15 980
Provisions à court terme	G24	36 726	21 224	-15 502
Comptes de régularisation passifs	G25	75 116	67 305	-7 811
Capitaux étrangers à court terme		423 375	355 278	-68 097
Dettes financières à long terme	G26	250 000	250 000	-
Provisions à long terme	G27	140 871	63 561	-77 310
Capitaux étrangers à long terme		390 871	313 561	-77 310
Capitaux étrangers		814 246	668 839	-145 407
Capital social		480 000	480 000	-
Bénéfices/pertes cumulées		34 855	-83 046	-117 901
Résultat du groupe		-117 945	29 034	146 979
Capitaux propres		396 910	425 988	29 078
Intérêts minoritaires		37	41	4
Passifs		1 211 193	1 094 868	-116 325

G = Comptes du groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2015	2016	Evolution
Résultat du groupe		-117 945	29 034	146 979
Résultat intérêts minoritaires		-11	4	15
Part des entités associées au résultat		-3 136	-2 370	766
Amortissements	G7	98 864	93 710	-5 154
Corrections de valeur	G7	3 169	26 976	23 807
Variation provisions sans incidence sur le fonds	G24/G27	114 029	-92 812	-206 841
Autres charges sans incidence sur le fonds		21 556	2 441	-19 115
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		38	-	-38
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-133	-24 036	-23 903
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	G13	-5 314	9 244	14 558
Variation stock de programmes et marchandises	G15	-3 346	5 893	9 239
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	G14/G16	-21 591	28 313	49 904
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	G21	3 597	-18 404	-22 001
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	G22/G23/G25	8 209	-34 120	-42 329
Flux de fonds liés à l'exploitation		97 986	23 873	-74 113
Achat d'immobilisations corporelles	G17	-117 530	-107 143	10 387
Vente d'immobilisations corporelles	G17	12 217	55 013	42 796
Vente d'organisations consolidées (moins liquidités y afférentes)		-26 880	-	26 880
Utilisation réserves de cotisations employeur	G19	1 301	294	-1 007
Prêt accordé	G19	-100	-	100
Remboursement d'un prêt	G19	-	20	20
Achat d'immobilisations incorporelles	G20	-2 271	-2 392	-121
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-133 263	-54 208	79 055
Free cashflow		-35 277	-30 335	4 942
Paiement de dividendes aux minoritaires		-7	-	7
Paiement de dividendes des entités associées		1 393	927	-466
Flux de fonds liés aux opérations de financement		1 386	927	-459
Variation des fonds		-33 891	-29 408	4 483
Liquidités au 1 ^{er} janvier	G11	266 875	232 984	
Liquidités au 31 décembre	G11	232 984	203 576	
Variation des fonds		-33 891	-29 408	4 483

G = Comptes du groupe, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000

	Réserve de base	Rés. prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Ecart de conversion cumulé	Total sans les parts des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minoritaires
Solde au 1^{er} janvier 2015	480 000	41 206	-916	520 290	115	520 405
Ecart monnaies étrangères	-	-	-1 828	-1 828	-	-1 828
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-7	-7
Compensation du goodwill	-	-3 607	-	-3 607	-	-3 607
Déconsolidation	-	-	-	-	-60	-60
Résultat du groupe	-	-117 945	-	-117 945	-11	-117 956
Solde au 31 décembre 2015	480 000	-80 346	-2 744	396 910	37	396 947
Ecart monnaies étrangères	-	-	-26	-26	-	-26
Adaptation des entités associées *	-	70	-	70	-	70
Résultat du groupe	-	29 034	-	29 034	4	29 038
Solde au 31 décembre 2016	480 000	-51 242	-2 770	425 988	41	426 029

* Les adaptations découlent d'éléments affectés aux capitaux propres de l'entité associée Telepool.

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels offrent une image de l'état de la fortune, des finances et des revenus conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes du groupe pour l'année 2016 (K 30).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute augmentation de valeur résultant de la disparition (partielle) des causes de la revalorisation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et destinés au web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de construction, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et Informatique de 3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont comptabilisés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance».

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan. Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques.

Des impôts latents sont pris en compte du fait de l'application de valeurs conformes à la réalité, en comparaison avec les valeurs déterminantes au plan fiscal, pour autant que les unités à consolider soient assujetties à l'impôt.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme. Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication.

Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par la société Admeira Broadcast AG (anciennement Publisuisse SA). Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le produit publicitaire est comptabilisé sous forme de montant net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente sont directement déduits du produit publicitaire brut.

Les produits commerciaux restants et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme. Le périmètre de consolidation regroupe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2015	2016
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions 10,0 Mio. CHF Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio. Participations dans le domaine de la radiofusion	100%	100%
MCDT AG, Zurich Capital actions CHF 0,1 mio. Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Berne Capital actions CHF 0,1 mio. Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

La filiale **Publisuisse SA** (désormais Admeira Broadcast AG) a été cédée en décembre 2015. Elle a déjà été intégralement déconsolidée dans le bilan 2015 mais pas dans le compte de résultat 2015 car le bénéfice économique pour la SSR a perduré sur toute l'année 2015.

La société **Radio Events GmbH**, dans laquelle la SSR détient une participation de 50 % au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative; elle figure parmi les autres participations. La liste complète des sociétés associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes du groupe (G 37).

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation. Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est compensée directement au titre de goodwill avec les capitaux propres au moment de l'acquisition.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats. Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des sociétés étrangères associées sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22 % en moyenne.

Annexe

Explications

G1 Redevance radio/tv

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Redevance télévision	750 542	763 164	12 622
Redevance radio	444 977	454 771	9 794
Total	1 195 519	1 217 935	22 416

Les **redevances radio/tv** enregistrent une hausse de 22,4 millions de francs (2015: -14,9 millions) durant l'exercice sous revue. 12,8 millions de francs sont imputables à l'augmentation du nombre de personnes payant la redevance. La hausse restante s'explique principalement par un facteur exceptionnel ponctuel sur l'exercice précédent suite à l'arrêt du Tribunal fédéral relatif à la TVA sur la redevance.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Publicité	279 008	230 556	-48 452
Sponsoring	57 706	52 634	-5 072
Programme	41 507	43 385	1 878
Total	378 221	326 575	-51 646

Le **produit publicitaire** accuse un net recul de 48,5 millions de francs sur l'exercice clôturé (2015: -16,8 millions). La baisse réelle – conséquence de la vigueur persistante du franc et du transfert des dépenses publicitaires vers les médias numériques – s'élève à 12,6 millions de francs. L'écart résiduel s'explique par la vente de la filiale Publisuisse SA dont le chiffre d'affaires n'a pas été consolidé en 2016. Pour la même raison, le **produit du sponsoring** est lui aussi en repli. Le produit a diminué de 5,1 millions de francs (2015: -6,0 millions). La baisse peut être chiffrée ici à 2,0 millions de francs. En revanche, le **produit du programme** a connu une évolution positive, avec une progression de 1,9 million de francs (2015: -11,8 millions).

G3 Autres recettes

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Contributions	21 921	23 830	1 909
Prestations de services	26 568	23 071	-3 497
Autre produit d'exploitation	7 730	43 240	35 510
Total	56 219	90 141	33 922

Les **contributions** comprises dans les autres produits, et essentiellement composées de subventions fédérales aux programmes et des émissions du mandat de l'étranger, enregistrent une augmentation de 1,9 million de francs (2015: -1,4 million). Cette hausse est due à la dissolution d'une provision qui n'avait plus d'utilité. La baisse de 3,5 millions de francs (2015: +1,6 million) du **produit des prestations** de services découle principalement de la reclassification des revenus locatifs sous les autres produits d'exploitation. Les **autres produits d'exploitation** enregistrent une progression de 35,5 millions de francs (2015: -2,9 millions) essentiellement imputable à deux facteurs: la reclassification des produits locatifs s'élevant à 5,3 millions de francs (comptabilisés dans le produit des prestations de services lors de l'exercice précédent) et les gains réalisés sur la vente d'un bien immobilier à Lausanne.

G4 Charges de personnel

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Salaires	639 626	617 875	-21 751
Indemnités	23 394	22 938	-456
Prestations sociales	202 841	120 655	-82 186
Autres charges de personnel	59 833	6 238	-53 595
Total	925 694	767 706	-157 988

Par rapport à l'exercice précédent, les salaires enregistrent une baisse de 21,8 millions de francs (2015: -1,0 million). 13,8 millions sont imputables à la vente de Publisuisse SA dont les **salaires** n'ont pas été consolidés. Le reste de la diminution provient principalement des suppressions de postes dans le cadre des mesures de restructuration prises en 2015. Le recul des **prestations sociales** de 82,2 millions de francs (2015: +74,0 millions) et la diminution des **autres charges de personnel** de 53,6 millions (2015: +40,7 millions) s'expliquent essentiellement par les provisions constituées en 2015 en vue de l'abaissement du taux technique et de la restructuration prévue. La déconsolidation de Publisuisse SA n'intervient ici (prestations sociales et autres charges de personnel) qu'à hauteur de 4,1 millions de francs.

G5 Charges programme et production

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Indemnités artistes et auteurs	30 368	29 013	-1 355
Droits d'auteur	111 367	120 253	8 886
Productions de tiers et commandes	219 482	215 593	-3 889
Charges de liaisons et de lignes	97 730	83 522	-14 208
Charges diverses programme et production	21 204	17 154	-4 050
Variation des stocks de programmes	2 791	4 400	1 609
Total	482 942	469 935	-13 007

Les **droits d'auteur** progressent de 8,9 millions de francs (2015: -11,7 millions). Cela est dû principalement aux acquisitions de droits supplémentaires pour les grands événements sportifs de l'année 2016 et à la hausse des droits d'auteur nationaux. Malgré les grands événements sportifs et les coûts supplémentaires qui en découlent, les **productions de tiers et commandes** ont pu être réduites de 3,9 millions de francs (2015: -3,4 millions) dans le cadre de nouvelles mesures d'optimisation des coûts. Des frais globalement réduits, la désactivation des segments satellite spatiaux devenus inutiles et la suppression d'un réseau DAB et de fréquences OUC ont largement délésté les **charges de liaisons et de lignes**. Il en résulte une baisse totale de 14,2 millions de francs (2015: -1,7 million) par rapport à l'exercice précédent. Les **charges diverses de programme et production** affichent un recul de 4,1 millions de francs (2015: +1,3 million) principalement imputable à la déconsolidation de Publisuisse.

G6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Charges administratives	35 483	36 116	633
Publicité	15 895	21 740	5 845
Communication, logistique et frais	52 762	55 058	2 296
Total	104 140	112 914	8 774

La hausse de 5,8 millions de francs des **charges administratives et publicitaires** s'explique par la déconsolidation de Publisuisse. Depuis que la société ne fait plus partie du groupe, les dépenses publicitaires liées aux partenariats conclus ne peuvent plus être éliminées avec effet sur les résultats. Les grands événements sportifs s'accompagnant toujours d'une intensification des déplacements, le poste **communication, logistique et frais** progresse logiquement de 1,7 million de francs dans ce domaine. La hausse des charges et taxes dues aux pouvoirs publics a également contribué à l'augmentation. Le poste enregistre au total une hausse de 2,3 millions de francs (2015: -7,6 millions).

G7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	93 413	89 810	-3 603
Dépréciations immobilisations corporelles	3 164	26 871	23 707
Immobilisations corporelles	96 577	116 681	20 104
Dépréciations immobilisations financières	5	105	100
Immobilisations financières	5	105	100
Amortissements prévus valeurs incorporelles	5 451	3 900	-1 551
Dépréciations valeurs incorporelles	5 451	3 900	-1 551
Valeurs incorporelles	102 033	120 686	18 653

L'écart total entre les amortissements et les corrections de valeur s'est creusé de 18,7 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (2015: -2,0 millions). Alors que les **amortissements prévus** ont diminué de 5,2 millions de francs, les **dépréciations de valeurs** ont progressé de 23,8 millions pour atteindre 27,0 millions de francs au total. Ces dépréciations concernent principalement l'immobilier et résultent essentiellement de la réévaluation des futures valeurs d'utilité en fonction de l'extension ou de la modification des possibilités d'utilisation. Elles ont été imputées au compte de résultat en conséquence.

G8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Entretien et remplacement	53 340	51 888	-1 452
Autres charges	68 289	81 215	12 926
Total	121 629	133 103	11 474

Les **autres charges** affichent une hausse de 12,9 millions de francs (2015: -2,9 millions) durant l'exercice sous revue. Cette augmentation est essentiellement due à un paiement unique non activable en lien avec un projet de construction prévu (8,0 millions de francs) et à la hausse des cotisations versées à des fonds et fondations.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Produits financiers	2 457	2 953	496
Charges financières	-15 636	-5 919	9 717
Total	-13 179	-2 966	10 213

Les **charges financières** progressent de 9,7 millions de francs (2015: +8,4 millions), essentiellement en raison de la baisse de l'impact des couvertures des risques de change (euro et dollar principalement).

G10 Impôts

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Impôts courants	-2 460	-615	1 845
Variation impôts différés	1 026	-57	-1 083
Total	-1 434	-672	762

La maison mère est exonérée d'impôts. Les impôts courants et les impôts différés ne concernent donc que les filiales. Les écarts relativement importants sont principalement dus à la vente de Publisuisse SA dont la charge fiscale n'est plus consolidée.

G11 Liquidités

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	232 962	203 566	-29 396
Fonds assimilés à des liquidités	22	10	-12
Total	232 984	203 576	-29 408

Durant l'exercice sous revue, les **liquidités** ont diminué de 29,4 millions de francs (2015: -33,9 millions). Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie du groupe.

G12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Papiers-valeurs	2 554	2 135	-419
Total	2 554	2 135	-419

Les **papiers-valeurs et autres placements à court terme** comprennent des titres à court terme qui ne sont pas considérés comme des immobilisations financières.

G13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	19 484	13 916	-5 568
Sociétés proches	55 209	51 593	-3 616
Corrections de valeur	-627	-687	-60
Total	74 066	64 822	-9 244

Les **créances découlant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 9,2 millions de francs durant l'exercice sous revue (2015: -2,2 millions). Ce recul est principalement dû à une réception accélérée des paiements.

G 14 Autres créances à court terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	2 947	6 255	3 308
Total	2 947	6 255	3 308

La hausse de 3,3 millions de francs des **autres créances** (2015: -2,5 millions) s'explique en premier lieu par une augmentation de l'impôt anticipé (+5,0 millions).

G 15 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Paiements anticipés de programmes	17 996	16 448	-1 548
Productions maison	52 090	48 233	-3 857
Productions de tiers	56 452	55 909	-543
Corrections de valeurs	-434	-401	33
Stocks de programmes	108 108	103 741	-4 367
Stocks de marchandises	1 116	1 138	22
Total	127 220	121 327	-5 893

Les **paiements anticipés** ont diminué de 1,5 million de francs (2015: +5,5 millions), en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions télévisées et vidéo non encore diffusées sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La baisse s'élève à 4,4 millions de francs (2015: -2,0 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G 16 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	27 871	19 000	-8 871
Sociétés proches	22 915	165	-22 750
Total	50 786	19 165	-31 621

Les **comptes de régulation actifs** affichent un repli de 31,6 millions de francs (2015: +22,8 millions). Le recul observé chez les **tiers** est réparti sur différents postes (principalement les droits sportifs -4,0 millions, les loyers -1,1 million et les associations -1,3 million) tandis que l'évolution enregistrée par les **sociétés proches** est imputable à la suppression de la régularisation des produits de participation.

G 17 Immobilisations corporelles	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
CHF 1000					
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	404 581	204 770	104 745	5 672	719 768
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2015	961 471	780 951	104 745	39 611	1 886 778
Entrées	12 026	31 607	73 974	2 510	120 117
Sorties	-561	-67 846	-44 981	-2 905	-116 293
Reclassifications	-160	-6 619	-	-1 217	-7 996
Déconsolidation	17 292	16 406	-35 705	363	-1 644
Solde au 31.12.2015	990 068	754 499	98 033	38 362	1 880 962
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2015	-556 890	-576 181	-	-33 939	-1 167 010
Amortissements prévus	-28 685	-62 310	-	-2 418	-93 413
Dépréciations	-1 511	-1 649	-	-4	-3 164
Sorties	561	66 745	-	2 870	70 176
Déconsolidation	144	2 153	-	697	2 994
Solde au 31.12.2015	-586 381	-571 242	-	-32 794	-1 190 417
Valeurs comptables nettes au 31.12.2015	403 687	183 257	98 033	5 568	690 545
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016	990 068	754 499	98 033	38 362	1 880 962
Entrées	33 681	27 625	43 192	3 397	107 895
Sorties	-70 235	-92 649	-	-4 288	-167 172
Reclassifications	54 496	9 130	-66 141	1 014	-1 501
Solde au 31.12.2016	1 008 010	698 605	75 084	38 485	1 820 184
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016	-586 381	-571 242	-	-32 794	-1 190 417
Amortissements prévus	-28 138	-59 440	-	-2 232	-89 810
Dépréciations	-25 834	-1 035	-	-2	-26 871
Sorties	39 235	90 654	-	4 204	134 093
Solde au 31.12.2016	-601 118	-541 063	-	-30 824	-1 173 005
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	406 892	157 542	75 084	7 661	647 179

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 0,9 million de francs (2015: 0,9 million). La part de **terrains** non bâtis se monte à 10,7 millions de francs (2015: 10,7 millions). Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G 20).

G 18 Entités associées

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Entités associées	20 320	21 737	1 417
Total	20 320	21 737	1 417

La progression de 1,4 millions de francs (2015: +0,3 million) de la valeur des entités associées est le fait de l'augmentation de la valeur (mise en équivalence) des entités concernées.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Autres participations	Prêts	Titres	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	564	60	2	2 685	3 311
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2015	899	60	2	2 685	3 646
Entrées	-	100	-	500	600
Sorties	-	-	-	-1 801	-1 801
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2015	899	160	2	1 384	2 445
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2015	-335	-	-	-	-335
Dépréciations	-	-5	-	-	-5
Sorties	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2015	-335	-5	-	-	-340
Valeurs comptables nettes au 31.12.2015	564	155	2	1 384	2 105
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2016	899	160	2	1 384	2 445
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	-20	-	-294	-314
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	899	140	2	1 090	2 131
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2016	-335	-5	-	-	-340
Dépréciations	-	-105	-	-	-105
Sorties	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2016	-335	-110	-	-	-445
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	564	30	2	1 090	1 686

G 20 Immatérielle Anlagen

CHF 1000

	Logiciels et licences	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2015	9 536	307	9 843
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2015	42 237	1 549	43 786
Entrées	1 692	81	1 773
Sorties	-2 009	-448	-2 457
Déconsolidation	-272	-	-272
Reclassifications	1 644	-	1 644
Sold au 31.12.2015	43 292	1 182	44 474
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2015	-32 701	-1 242	-33 943
Amortissements prévus	-5 332	-119	-5 451
Dépréciations	-	-	-
Sorties	2 009	448	2 457
Déconsolidation	129	-	129
Solde au 31.12.2015	-35 895	-913	-36 808
Valeurs comptables nettes au 31.12.2015	7 397	269	7 666
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2016	43 292	1 182	44 474
Entrées	1 734	-	1 734
Sorties	-948	-	-948
Reclassifications	2 626	-1 125	1 501
Solde au 31.12.2016	46 704	57	46 761
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2016	-35 895	-913	-36 808
Amortissements prévus	-3 874	-26	-3 900
Dépréciations	-	-	-
Sorties	933	-	933
Reclassifications	-895	895	-
Solde au 31.12.2016	-39 731	-44	-39 775
Valeurs comptables nettes au 31.12.2016	6 973	13	6 986

Goodwill

Conformément aux règles comptables de la SSR, le goodwill est calculé au moment de l'acquisition avec le capital propre du groupe. L'activation théorique du goodwill aurait l'impact suivant sur les comptes annuels:

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Coûts d'acquisition			
Solde au 1 ^{er} janvier	-	3 607	3 607
Entrée	3 607	-	-3 607
Solde au 31 décembre	3 607	3 607	-
Amortissements et corrections de valeur			
Etat au 1 ^{er} janvier	-	-30	-30
Amortissement prévu	-30	-722	-692
Solde au 31 décembre	-30	-752	-722
Valeur comptable nette théorique			
Solde au 1 ^{er} janvier	-	3 577	3 577
Solde au 31 décembre	3 577	2 855	-722

En cas d'activation, le goodwill serait amorti de manière linéaire sur cinq ans. L'amortissement théorique prévu pour 2015 a été effectué au prorata temporis.

Impact sur le compte de résultat

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Résultat du groupe	-117 945	29 034	146 979
Amortissement goodwill	-30	-722	-692
Résultat d'entreprise théorique (y c. amortissement du goodwill)	-117 975	28 312	146 287

Impact sur le bilan

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Capital propre selon bilan	396 910	425 988	29 078
Activation théorique de la valeur comptable nette du goodwill	3 577	2 855	-722
Capital propre théorique (y c. amortissement du goodwill)	400 487	428 843	28 356

G21 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	64 900	48 396	-16 504
Sociétés proches	5 855	3 955	-1 900
Total	70 755	52 351	-18 404

Les engagements découlant de livraisons et de prestations ont baissé de 18,4 millions de francs (2015: +1,7 million). Cette évolution découle du fait que des engagements en cours ont été réglés avant échéance du délai de paiement afin d'éviter les intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

G22 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	203 259	192 859	-10 400
Total	203 259	192 859	-10 400

Etant donné que la **redevance** est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous ce poste. Durant l'exercice sous revue, les paiements anticipés affichent une baisse de 10,4 millions de francs (2015: +16,1 millions).

G23 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	37 519	21 532	-15 987
Sociétés proches	-	7	7
Total	37 519	21 539	-15 980

Les **autres dettes** reculent de 16,0 millions de francs (2015: -37,3 millions), essentiellement en raison du paiement anticipé des prestations sociales afin d'éviter des intérêts négatifs sur les comptes postaux et bancaires.

G24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 2014	70	2 506	6 761	33	9 370
Constitution	1 899	24 629	7 257	-	33 785
Utilisation	-599	-1 278	-4 956	-	-6 833
Dissolution	-	-1 030	-1 305	-14	-2 349
Reclassification	2 273	375	105	-	2 753
Valeur comptable 2015	3 643	25 202	7 862	19	36 726
Constitution	215	3 362	5 011	-	8 588
Utilisation	-2 904	-22 695	-4 080	-	-29 679
Dissolution	-56	-5 332	-1 127	-11	-6 526
Reclassification	2 422	7 896	1 805	-8	12 115
Valeur comptable 2016	3 320	8 433	9 471	-	21 224

Les provisions figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 3,3 millions de francs (2015: 3,6 millions). Elles se composent principalement de 2,0 millions de francs pour les primes de fidélité et de 0,9 million de francs pour des paiements compensatoires à des collaborateurs. Les **provisions de restructuration** s'établissent à 8,4 millions de francs (2015: 25,2 millions) et sont destinées à des plans sociaux. Les **autres provisions** se répartissent sur plusieurs petits postes. Les provisions pour les litiges juridiques s'élèvent à 0,8 million de francs (2015: 1,0 million).

G25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Tiers	75 091	66 787	-8 304
Sociétés proches	25	518	493
Total	75 116	67 305	-7 811

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation** passifs affichent une baisse de 7,8 millions de francs (2015: -9,8 millions), principalement en raison de la régularisation inférieure des recettes de la redevance (-8,0 millions) et des droits sportifs (-1,1 million).

G26 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2015	2016	Evolution
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	250 000	-
Total	250 000	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 250,0 millions de francs souscrit par la maison mère auprès de Postfinance arrivera à échéance à fin septembre 2023.

G27 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 2014	49 050	2 775	6 132	1 853	59 810
Constitution	74 437	15 406	5 195	665	95 703
Utilisation	-4 725	-	-335	-	-5 060
Dissolution	-	-100	-1 421	-1 688	-3 209
Déconsolidation	-2 718	-	-346	-556	-3 620
Reclassification	-2 273	-375	-105	-	-2 753
Valeur comptable 2015	113 771	17 706	9 120	274	140 871
Constitution	7 280	1 347	2 909	-	11 536
Utilisation	-55 475	-3 912	-933	-	-60 320
Dissolution	-15 104	-724	-537	-46	-16 411
Reclassification	-2 422	-7 896	-1 805	8	-12 115
Valeur comptable au 31 décembre 2016	48 050	6 521	8 754	236	63 561

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent, outre les soldes temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 40,9 millions de francs (2015: 43,7 millions), également la prise en charge garantie des coûts de financement du capital de couverture qui manquerait aux bénéficiaires de rente de la Caisse de pension. La provision s'élève actuellement à 7,0 millions de francs (2015: 70,4 millions). Dans le cadre du calcul des assurances, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2016). Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 6,5 millions de francs (2015: 17,7 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 3,2 millions de francs (2015: 2,5 millions) et de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiments loués à hauteur de 3,1 millions de francs (2015: 2,3 millions).

Autres indications

G 28 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 82,5 millions de francs (2015: 110,0 millions) pour les années 2017 à 2019. La Business Unit Sport a signé des contrats d'une valeur totale de 114,2 millions de francs (2015: 48,6 millions) pour de futurs événements sportifs. Les autres contrats de programmes se montent à 24,6 millions de francs (2015: 28,9 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 183,5 millions de francs (2015: 152,7 millions). 13,6 millions de francs arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 47,0 millions dans deux à cinq ans et 122,9 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 378,9 millions de francs (2015: 180,8 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 9,9 millions de francs (2015: 14,3 millions) et un cautionnement en faveur d'une filiale atteint 0,2 million de francs. Les litiges juridiques en cours, qui ne figurent pas au bilan, se chiffrent à 15,9 millions de francs (2015: 1,8 million).

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension de la SSR (CPS) apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore précisément quantifiables prévues au plus tard d'ici au 31 décembre 2018, pour le cas où la Caisse de pension aurait besoin d'être assainie. Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 2,0 millions de francs (2015: 1,8 million).

G 29 Instruments financiers dérivés

CHF 1000		Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
			Positives	Négatives
Opérations de change à option ouvertes 2015				
Achat	EUR	59 560	248	277
Achat	USD	11 906	332	-
Total achat		71 466	579	277
Vente	EUR	7 580	53	-
Total vente		7 580	53	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2015		79 046	632	277
Opérations de change à option ouvertes 2016				
Achat	EUR	57 913	323	213
Achat	USD	11 462	768	-
Total achat		69 375	1 091	213
Total des opérations de change à option au 31.12.2016		69 375	1 091	213

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

G 30 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2016, le cercle des personnes assurées se composait de 6577 assurés actifs (2015: 6748) et de 2149 bénéficiaires de prestations (2015: 1957).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2016	Renoncia- tion à l'utilisation 2016	Constitu- tion 2016	Bilan 31.12.16	Bilan 31.12.15	Résultat réserves dans charges personnel	
						2016	2015
Fonds patronaux/institu- tions de prévoyance	1 090	-	-	1 090	1 384	294	1 801
Total	1 090	-	-	1 090	1 384	294	1 801

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.16	Part économique de l'entité 31.12.16	31.12.15	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2016	2015
Prévoyance cadres MCDT	5	-	-	-	1	1	10
Prévoyance cadres tpc	145	-	-	-	442	442	439
Prévoyance cadres SSR maison mère	1 342	-	-	-	4 455	4 455	4 518
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	1 492	-	-	-	4 898	4 898	4 967
MxLab	-	-	-	-	16	16	20
MCDT	-	-	-	-	15	15	52
tpc	-	-	-	-	10 126	10 126	5 684
SSR maison mère*	-	-	-	-	59 067	59 067	55 260
Swiss TXT	-	-	-	-	992	992	1 010
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	70 216	70 216	62 026
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de pré- voyance	1 492	-	-	-	75 114	75 114	66 993

* La constitution d'une provision de 70,0 millions de francs lors de l'exercice précédent ainsi que la dissolution partielle de 13,0 millions de francs dans le cadre du financement de l'institution de prévoyance ne sont pas comprises dans les charges de prévoyance ci-dessus.

Publisuisse SA a été cédée fin 2015 et ne fait plus partie du périmètre de consolidation.

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2015. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2016, le taux de couverture de la CPS atteignait 102,5 % (2015: 105,4 %).

En 2014, la CPS est passée du système de primauté des prestations à celui de primauté des cotisations. Dans ce cadre, la SSR s'est déclarée prête à assumer le financement du capital de couverture qui manquerait aux bénéficiaires de rente si le taux technique devait être abaissé jusqu'au seuil minimum de 2,75 % dans les cinq ans suivant le changement de primauté. En 2015, le Conseil d'administration de la SSR a décidé de constituer une réserve de 70 millions de francs en vue de l'abaissement de ce taux. Celui-ci sera abaissé de 3,25 % à 2,75 % au 1^{er} janvier 2017, puis à 2,25 % lors d'une seconde étape au 1^{er} janvier 2020.

G 31 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,7 million de francs au 31 décembre 2016 (2015: 1,4 million).

G 32 Transactions avec des sociétés liées

Les recettes – principalement sous forme de ventes publicitaires et de sponsoring – réalisées avec des sociétés liées s'élèvent à 273,0 millions de francs en 2016 (2015: 5,1 millions). Cette forte croissance s'explique par la nouvelle participation dans Admeira SA.

Les charges s'établissent à 37,0 millions de francs au total (2015: 35,3 millions): 18,3 millions pour des droits cinématographiques (2015: 17,2 millions), 4,1 millions pour la commercialisation de la publicité, 8,8 millions pour des contributions d'exploitation (2015: 12,3 millions) et 5,8 millions pour des fondations d'archives cinématographiques (2015: 5,8 millions).

Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,4 million de francs (2015: 1,4 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension CPS, car cela aurait induit une importante charge administrative qui aurait été refacturée à la SSR.

Les soldes des créances et engagements correspondants sont comptabilisés séparément dans les comptes annuels.

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante de l'instrument de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique.

Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

En 2016, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché des capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, projets et systèmes ainsi que sécurité informatique. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

G 34 Evénements survenus après la clôture du bilan

L'assemblée générale de la filiale de Telvetia, MxLab AG (Berne), a décidé en janvier 2017 la dissolution ordinaire de la société. Les activités de la société seront prises en charge par la SSR à l'avenir.

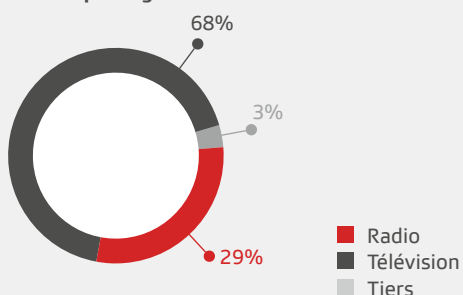
G 35 Informations complémentaires

Mio. CHF	Radio	TV	Activités des tiers	2015
Redevance	445,0	750,5	0,0	1 195,5
Recettes commerciales	10,1	362,3	5,9	378,3
Autres produits	8,5	21,6	26,1	56,2
Produit d'exploitation	463,6	1 134,4	32,0	1 630,0
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	134,1	437,2	13,6	584,9
Radio Télévision Suisse (RTS)	110,7	279,5	3,1	393,3
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	79,4	167,6	2,7	249,7
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,8	9,7	0,4	24,9
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,3	12,3	0,0	17,6
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	134,3	327,1	4,7	466,1
Charges d'exploitation	478,6	1 233,4	24,5	1 736,5
Résultat d'exploitation	-15,0	-99,0	7,5	-106,5

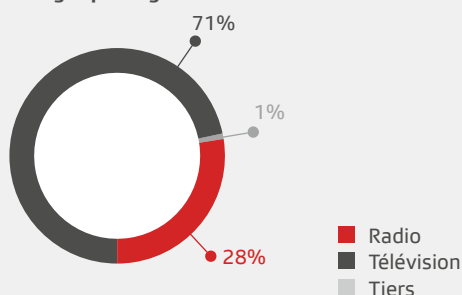
Mio. CHF	Radio	TV	Activités des tiers	2016
Redevance	454,8	763,1	0,0	1 217,9
Recettes commerciales	16,1	307,5	3,0	326,6
Autres produits	7,6	32,0	50,5	90,1
Produit d'exploitation	478,5	1 102,6	53,5	1 634,6
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	141,6	447,0	3,1	591,7
Radio Télévision Suisse (RTS)	112,2	274,0	3,0	389,2
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	74,4	162,8	2,0	239,2
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,2	10,7	0,2	25,1
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,6	13,1	0,0	18,7
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	94,4	236,1	9,9	340,4
Charges d'exploitation	442,4	1 143,7	18,2	1 604,3
Résultat d'exploitation	36,1	-41,1	35,3	30,3

La forte variation du résultat et des charges d'exploitation s'explique essentiellement par la constitution de provisions en vue de l'abaissement du taux technique de la Caisse de pension et des mesures de restructuration prises en 2015, qui ont eu un impact sur les trois segments.

Produit par segment 2016



Charges par segment 2016



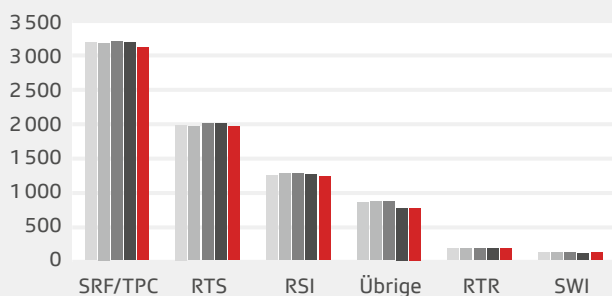
G 36 Personnel

Nombre de personnes	2015	2016	Evolution
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	3 126	3 042	-84
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 928	1 872	-56
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 194	1 155	-39
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	170	167	-3
SWI swissinfo.ch (SWI)	103	102	-1
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	744	744	-
Total	7 265	7 082	-183

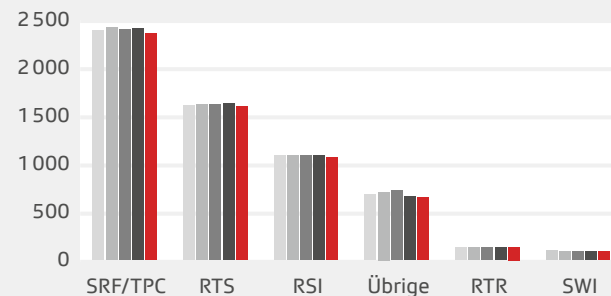
Postes à temps plein (ETP)	2015	2016	Evolution
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	2 371	2 314	-57
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 599	1 568	-31
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 087	1 039	-48
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	130	131	1
SWI swissinfo.ch (SWI)	85	85	-
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	617	612	-5
Total	5 889	5 749	-140

La baisse du nombre de collaborateurs est principalement due aux mesures de restructuration prises en 2015.

Nombre de personnes 2012–2016



Postes à plein temps 2012–2016



■ 2012 ■ 2013 ■ 2014 ■ 2015 ■ 2016

G37 Liste des participations au 31 décembre 2016

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale, en milliers	Participation SSR en %	Méthode de consolidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50,1 % et 100 %)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	CHF	10 010	100,0	intég.
Swiss TXT SA, Bienne Teletext et Data Broadcast	CHF	1 000	100,0	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	100,0	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique, filiale de Telvetia SA	CHF	100	100,0	intég.
Mxlab AG, Berne Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales, filiale de Telvetia SA	CHF	100	51,0	intég.
Sociétés en participation (participation entre 20 % et 50,0 %)				
Telepool GmbH, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions tv, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger, filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26,0	Equity
SMD Schweizer Mediendatenbank AG, Zurich Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	108	33,3	Equity
SwissMediaCast AG, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/tv	CHF	1 030	29,1	Equity
Viasuisse AG, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	42,1	Equity
Admeira AG, Bern Commercialisation d'espaces publicitaires	CHF	300	33,3	Equity
Autres participations (participation inférieure à 20 % ou de moindre importance)				
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	8 581	4,1	AW
Institut für Rundfunktechnik GmbH, Munich	EUR	140	5,7	AW
Radio Events GmbH, Berne	CHF	20	50,0	AW
YES FM SA, Genève	CHF	600	1,1	AW
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	750	9,8	AW
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10,0	AW
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2,3	AW
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11,1	AW

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 5 avril 2017, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2016 du groupe et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 28 avril 2017 d'approuver les comptes du groupe 2016.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Viktor Baumeler



Le directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 143 - 167) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Autres points

Les comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été audités par un autre organe de révision qui a exprimé dans son rapport en date du 6 avril 2016 une opinion non modifiée sur ces comptes annuels.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

BDO SA

Martin Nay
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Matthias Hildebrandt
Expert-réviseur agréé

Berne, le 5 avril 2017

